

COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 23 décembre 2021 - Le Médiateur, en sa qualité de Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté (CELPL), publie aujourd'hui son rapport de suivi sur le Centre de rétention (CR).

Ce suivi avait pour but de faire un examen des améliorations implémentées suite à une mission de contrôle initiale au CR en 2013 et de réévaluer la situation actuelle quant au respect des droits de l'Homme au sein de ce même établissement. A ces fins, le CELPL a, outre les entretiens sur place, également eu des échanges avec la direction de l'immigration, ainsi qu'avec la Police grand-ducale.

Si de nombreuses améliorations ont pu être constatées, certaines pratiques réclament aujourd'hui une attention particulière :

1. Dans le contexte de la période avant la rétention, certaines appréciations faites par la direction de l'immigration semblent manquer de base objectivement vérifiable. Le CELPL profite de l'occasion pour réitérer qu'un placement en rétention devrait uniquement avoir lieu s'il existe des chances réelles pour éloigner la personne concernée.
2. Concernant la période de rétention, le CELPL souhaite soulever que suite à son rapport de suivi, il a pu être remédié à une potentielle violation des droits de l'Homme, à savoir le non-respect du secret médical lié à l'implication des agents de rétention dans la distribution des médicaments aux retenus. Le CR a finalement suivi les recommandations du CELPL et a pris les mesures nécessaires pour mettre un terme aux pratiques critiquées.

Le CELPL souligne également que le recours à des moyens coercitifs lors des transports n'est justifiable que si la nécessité en est avérée et ce dans l'intérêt de la protection de la personne retenue et de celle des agents qui l'accompagnent.

3. À propos de la période de l'élargissement, voire de l'éloignement, le CELPL encourage les autorités à introduire des limites quant à la reconduction des placements au CR.

Pour davantage de détails, veuillez consulter le rapport qui peut dès à présent être téléchargé sur le site www.ombudsman.lu, onglet CELPL.

Claudia MONTI

Médiateur, chargée du contrôle externe des lieux
privatifs de liberté